

**MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

Dakar, le

**CELLULE DE SUIVI DU PROGRAMME
DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE**

COMPTE RENDU DE LA JOURNEE DE REVUE DU DSRP .

Le Premier Ministre, Cheikh Adjibou SOUMARE, a présidé, le mardi 1^{er} juillet 2008 au Méridien Président, une réunion consacrée à la revue conjointe du DSRP2, faisant état d'avancement de la mise en œuvre pour l'année 2007.

Les membres du Gouvernement, les partenaires techniques et financiers, la société civile, le secteur privé, les collectivités locales et les services étatiques ont pris part à cette réunion.

Avant de donner la parole à Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances, Monsieur le Premier a souhaité la bienvenue à l'ensemble des participants.

Dans son allocution, le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances (ME/MEF) a souligné que la revue du DSRP constitue un des points d'engagement du Gouvernement pris lors du Groupe consultatif d'octobre 2007. Cette revue a impliqué toutes les catégories d'acteurs (les services étatiques, les collectivités locales, les partenaires techniques et financiers, les organisations de la société civile et le secteur privé). Elle s'est déroulée de manière participative avec différentes étapes consignées dans la feuille de route validée le 15 février 2008, qui a marqué le démarrage du processus de la revue conjointe.

Le ME/MEF a fait le point sur les progrès réalisés lors de la mise en œuvre du DSRP-2 en 2007. Les indicateurs du secteur réel ont connu une évolution positive. Selon ces résultats ressortis de la revue les dépenses en capital sur ressources internes représentent 65% des dépenses totales et attestent ainsi, d'une bonne évolution sur la période. Ce qui traduit la volonté du Gouvernement à prendre en charge, par ses ressources propres, l'essentiel des dépenses d'investissement.

Pour renforcer l'accès aux services sociaux de base, d'importants moyens ont été mobilisés par l'État pour améliorer les conditions de vie des populations permettant ainsi l'évolution positive des indicateurs dans plusieurs secteurs.

Dans le cadre de la programmation budgétaire, le Gouvernement s'est attelé à répondre aux besoins de financement, en articulant la Loi des Finances et le Programme Triennal d'Investissements Publics (PTIP) aux objectifs du DSRP-2. Cependant, des efforts restent encore à faire en ce qui concerne l'exécution et ce presque dans tous les domaines.

Monsieur le Ministre d'Etat a, par ailleurs, remercié et félicité tous les acteurs qui ont participé aux différentes étapes de la revue pour leur contribution objective et leur travail sans relâche.

Dans son discours, Monsieur le Premier Ministre, dès l'entame de ses propos a remercié et félicité toutes les catégories d'acteurs qui ont participé à la revue conjointe du DSRP.

Selon lui, c'était un défi, d'organiser la revue dans les délais requis, pour pouvoir influencer le prochain budget en faveur d'une meilleure prise en compte des priorités du DSRP de seconde génération et tenir compte des recommandations pour améliorer le processus de dialogue et d'échange entre acteurs. Le Gouvernement a réussi avec ses partenaires- acteurs, le pari de respecter un double engagement, d'organiser la revue à date échuë et de tenir en même temps la réunion de suivi des engagements du Groupe consultatif sur le financement du DSRP_2. Ceci a permis d'asseoir un cadre de réflexion sur les questions majeures de développement et des échanges féconds.

La revue conjointe du DSRP se déroule dans un contexte économique mondial particulièrement préoccupant et marqué par la flambée des prix du pétrole, l'augmentation des cours mondiaux des céréales, voire leur rareté. Face à cette situation, le Gouvernement a pris un certain nombre de mesures pour atténuer la souffrance des populations. Ainsi, les taxes et droits de porte sur certains produits alimentaires sensibles ont été suspendus, la subvention sur le gaz butane a été maintenue et l'approvisionnement adéquat des marchés ; beaucoup d'efforts ont été faits pour la fixation et le contrôle des marges sur ces produits.

Selon Monsieur le Premier Ministre des résultats encourageants ont été atteints lors de la mise en œuvre du DSRP en 2007 tant sur le plan macroéconomique que sur l'évolution des indicateurs sociaux.

Cependant, des résultats timides ont été enregistrés en ce qui concerne le taux d'achèvement et le pourcentage d'accouchement assisté par du personnel formé. C'est pourquoi des actions énergiques s'imposent à travers la mise en œuvre d'un programme d'urgence pour améliorer la santé maternelle et infantile pour se maintenir dans la trajectoire de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement. En ce qui concerne l'éducation, malgré les efforts consentis par l'Etat dans le budget, les performances tardent à suivre. Il faut donc s'interroger

sur l'efficacité des dépenses publiques et faire un meilleur ciblage pour résorber les disparités entre les régions.

Fort du soutien des Partenaires Techniques et Financier le Gouvernement s'est attelé à renforcer la gestion des finances publiques, le contrôle de l'exécution budgétaire et en appelle aux autres partenaires au développement qui ne l'ont pas encore fait à rejoindre le groupe des signataires de l'Arrangement Cadre des Appuis Budgétaires pour améliorer les taux d'exécution en s'alignant aux procédures nationales.

En ce qui concerne la crise qui affecte l'économie mondiale suite au renchérissement du prix du baril du pétrole et la hausse vertigineuse des prix des céréales, le Premier Ministre de rappeler qu'il faut des mesures structurelles pour répondre aux besoins et attentes des populations. C'est pourquoi le Sénégal, selon la vision du Chef de l'Etat, à penser à mettre en œuvre une politique d'autosuffisance alimentaire à travers la Grande Offensive Agricole et pour la Nourriture et l'Abondance pour augmenter la production. La GOANA et le Programme Social d'Urgence s'inscrivent parfaitement aux objectifs du DSRP. Ainsi le gouvernement lance un appel aux partenaires au développement pour qu'ils orientent les engagements financiers non encore affectés qui s'élèvent à environ 459 milliards vers le financement de la GOANA et des mesures d'urgences. Il a, par ailleurs salué, les engagements de financement de la BAD, de la Grèce pour la GOANA et de l'Union européenne qui a mis un montant de 06 milliards pour la sécurité alimentaire.

Avant de conclure, Monsieur le Premier Ministre, a rappelé que des efforts restent à faire mais le Gouvernement est conscient qu'avec l'engagement de tous, les défis seront relevés. Il a salué le succès de cette première revue du DSRP.

Le Coordonnateur de la CSPLP a présenté de manière plus détaillée le contenu du rapport de la revue du DSRP.

L'exposé du Coordonnateur de la CSPLP a été suivi par les interventions des présidents de commissions qui ont unanimement salué la qualité du rapport de la revue, les résultats globaux positifs et le processus participatif.

Le Représentant du PNUD au nom des partenaires au développement, après avoir salué les efforts consentis par le Gouvernement a réaffirmé leur parfaite adhésion à la Stratégie de Réduction de la Pauvreté depuis la rencontre du Groupe Consultatif tenue à Paris en Octobre 2007. La revue constitue un moment important du processus de dialogue entre le Gouvernement, les Partenaires techniques et Financiers et les Organisations de la société civile.

Sur le plan de la création de richesses et de la croissance, les Partenaires Techniques et Financiers ont souligné que les performances mesurées par la

croissance économique qui est estimée à 4,8%, restent en dessous de l'objectif des 7 et 8% nécessaires à l'atteinte des objectifs du DSRP. Ils relient cette contre performance à la situation de crise conjoncturelle qui secoue actuellement le monde avec la hausse vertigineuse du prix du baril du pétrole. Cette crise n'épargne pas le Sénégal et s'est accentuée à cause de la baisse de la production agricole et de l'augmentation des prix des denrées de première nécessité. Les PTF apprécient positivement les initiatives prises par le gouvernement pour faire face au problème de l'insécurité alimentaire et pour relancer le secteur agricole. Ils jugent que la Grande Offensive pour l'agriculture, la Nourriture et l'Abondance (GOANA) peut être une bonne alternative sous réserve de certaines conditionnalités à savoir la finalisation de la Loi Agro-sylvopastorale et la prise en compte du règlement des problèmes relatifs au foncier, l'élaboration d'études de faisabilité. Ce dernier point constitue une exigence pour permettre aux PTF d'avoir plus de visibilité sur ce programme et de pouvoir s'engager dans son financement. Comme autre suggestion, il conviendrait de placer la relance de l'agriculture dans le contexte de développement sous régional pour permettre une meilleure harmonisation des stratégies de développement agricoles.

Concernant l'accès aux services sociaux de base, les indicateurs sont positifs selon eux, même si certaines cibles retenues dans le DSRP ne sont pas atteintes, notamment dans le secteur de l'éducation et de la santé.

La Protection sociale est également faiblement dotée en ressources selon les PTF. Avec les chocs que subissent le pays, il y a risque de basculement des populations dans la pauvreté, ils appellent à une meilleure dotation budgétaire de la protection sociale.

S'agissant de la décentralisation et bonne gouvernance, les partenaires techniques et financiers se félicitent de l'amélioration de l'environnement des affaires ; de l'approfondissement de la réforme sur les finances publiques notamment des résultats du Public Expenditure Framework Assessment et de la remise en ordre des marchés publics. Les conditions pour l'Aide budgétaire sont à définir et il est nécessaire d'actualiser le dialogue. Selon eux la revue pose de grands défis à caractère stratégique et transversal.

Dans le cadrage macroéconomique, les PTF ont reconnu les efforts faits par le Gouvernement. Il est important de continuer à maintenir la stabilité du cadrage macroéconomique et d'éviter les dépenses sans couverture budgétaire tout en améliorant les dépenses sociales.

Les partenaires au développement sont également revenus sur la question des subventions qui, selon eux, pèsent lourdement sur le budget de l'Etat et ne profitent pas beaucoup aux pauvres. Il faut aller vers des subventions ciblées qui permettent de toucher les couches sociales les plus pauvres. Aussi, face à la

crainte d'augmentation du déficit budgétaire à moyen terme, le gouvernement devra trouver une alternative à la politique de subvention, mais surtout de faire un meilleur ciblage.

Selon eux l'accent doit être mis sur la mise en route du plan d'actions de la Stratégie de Croissance Accélérée (SCA) si le Sénégal veut atteindre l'objectif d'un taux de croissance de 7 à 8% et aller dans la dynamique d'un pays émergeant.

Le représentant du FMI a salué les performances du système fiscal sénégalais qui est l'un des meilleurs en Afrique ainsi que la progression des investissements Directs Etrangers (IDE) qui ont connu une amélioration considérable et les perspectives sont bonnes pour 2008-2009.

La Banque Africaine de Développement (BAD) a presque doublé les Droits de Tirage Spéciaux qui sont passés de 80 à 160 millions. La BAD a signé l'Arrangement Cadre des Appuis Budgétaires (ACAB) et a inscrit dans son budget de soutien à la lutte contre la pauvreté un financement de 1 millions de dollars pour appuyer 22 pays africains. Dans le cadre de la relance de la riziculture dans la vallée de l'Anambé, le Sénégal recevra de la BAD un financement de 1 milliards. La BAD est aussi disposée à financer les projets d'autoroute à péage et de l'aéroport de Ndiass à travers son guichet appui au secteur privé.

Auparavant, le porte-parole des partenaires au développement a félicité la Cellule de Suivi du Programme de Lutte contre la Pauvreté pour le travail de qualité accompli et annoncé l'engagement des PTF à l'appuyer dans sa mission.

Quant au représentant du secteur privé, il salué l'esprit de concertation et d'échange qui a prévalu tout au long du processus de la revue du DSRP. Les travaux ont permis à tous, acteurs de la société civile, représentants du secteur privé, administrations publiques et partenaires au développement d'échanger leurs données, leurs approches et leurs analyses. Ainsi, le secteur privé a senti de nouvelles complicités positives entre ces différents groupes et surtout la nécessité de renforcer le partenariat public privé. Ce qui constitue sans doute le premier enseignement tiré de la revue.

L'exercice de la formulation de la revue a permis aux représentants du secteur privé d'apprécier le cadre macro économique, la programmation et l'exécution des programmes et projets notamment ceux articulés au Plan d'Actions Prioritaires 2007 et celle prévue pour la période 2008-2009.

En portant une attention particulière à l'Axe Création de richesses, le secteur privé rappelle une conviction forte : l'entreprise doit être placée au cœur de toute stratégie de lutte contre la pauvreté. C'est pourquoi le secteur privé reste très attentif à toutes les initiatives prises pour améliorer l'environnement des affaires, pour l'opérationnaliser la Stratégie de Croissance Accélérée dont le démarrage a

connu quelques retards et pour rendre productif les travaux du Conseil Présidentiel pour l'Investissement. La disponibilité et le coût de l'énergie ont été pour un facteur limitatif majeur à la croissance économique. Les efforts qui ont été faits sont à saluer mais le représentant du secteur privé insiste sur l'hypothèque que cette contrainte fait peser sur la capacité à créer de la richesse et à lutter efficacement contre la pauvreté face à cette contrainte énergétique.

Enfin, avec la crise céréalière, s'ouvrent certes de nouvelles perspectives à l'investissement mais à la condition, cependant, que l'agriculture soit considérée comme un secteur économique et non plus seulement comme un secteur social. C'est pourquoi pour le secteur privé, la crise céréalière pourrait donner aux régions l'opportunité d'approfondir la décentralisation en mettant l'accent sur l'investissement local à travers un partenariat plus dynamique avec le secteur privé. Ce dernier devrait jouer de plus en plus un rôle majeur à côté des pouvoirs publics, en matière d'investissement dans les infrastructures de soutien, la conservation, le stockage et la transformation des ressources locales.

Avant de conclure, le porte parole du secteur privé a réitéré son souhait que plus de moyens soient accordés à la CSPLP pour lui permettre d'assumer pleinement son mandat.

Dans son intervention, la présidente de la commission société civile se félicite qu'à travers la mise en place du dispositif participatif de pilotage et de suivi de la stratégie qu'on accorde à sa structure toute la responsabilité qui s'attache à sa participation. Comme déjà indiqué lors de l'adoption du DSRP2 en Juillet 2006 et les revues antérieures, la Commission Société civile attache de l'importance à l'utilisation des conclusions de la présente revue pour une mise à jour et un réajustement dans la programmation et l'exécution de la SRP pour les années 2008 – 2009. Sous ce rapport, elle a formulé des recommandations allant dans le sens d'une meilleure mise en œuvre du DSRP dans tous ses axes et à une augmentation des ressources allouées, particulièrement à la protection sociale.

En outre elle recommande de : (i) renforcer l'articulation PAP et Budget Consolidé d'Investissement pour une meilleure mise en œuvre de la SRP ; (ii) veiller à une implication et un réel fonctionnement des organes régionaux de pilotage pour une mise en œuvre, un suivi adéquat et une prise en charge correcte des Plans d'Opération Régionaux ;(iii) renforcer les moyens et impliquer davantage les points focaux ministériels dans la mise en œuvre;(iv) doter la Commission Société Civile/DSRP de moyens pour lui permettre d'assurer son rôle de sentinelle et de contrôle citoyen ;(v) renforcer les cadres et mécanismes de dialogue social et de concertation à tous les niveaux.

Prenant la parole le représentant de la commission collectivités locales se félicite de la tenue de la revue mais surtout de l'implication de la commission à toutes les étapes.

La commission collectivités locales a toujours pris part aussi bien au processus de formulation que de suivi de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté.

Pour cette présente revue conjointe, elle a apporté sa contribution aux différentes phases du processus. La commission a saisi cette occasion pour remercier et féliciter le Gouvernement pour cette initiative de revue conjointe qui permet de rendre compte sur l'état d'avancement des politiques mises en œuvre avec l'ensemble de catégories d'acteurs. La mise en œuvre du DSRP-2 est intervenue dans le contexte de l'approfondissement de la décentralisation accompagnée par plusieurs politiques et réformes que les premières assises de la décentralisation tenues en Novembre 2007 ont permis de faire le point.

En termes, d'allocation de ressources il est noté l'évolution en hausse du Fonds de Dotation à la Décentralisation et du Fonds d'Equipement aux Collectivités grâce notamment au reversement de la TVA

En ce qui concerne la décentralisation du BCI, avec ses taux d'exécution appréciables), les collectivités locales saluent cette initiative et en appel le Gouvernement à la généraliser à toutes les régions et à tous les secteurs de développement, pour mieux rapprocher les politiques sectorielles des populations.

Les résultats positifs enregistrés avec le renforcement des capacités des collectivités locales sont incontestables. Cela leur a permis de devenir la porte d'entrée des interventions de développement à la base, avec des ressources financières croissantes et des réalisations de plus en plus visibles particulièrement dans l'éducation et la santé.

Pour améliorer la mise en œuvre du DSRP la commission collectivités locales a formulées des recommandations déjà contenues dans le rapport.

Dans ses réponses, Mr le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances a remercié les différentes commissions pour leurs contributions et leur engagement durant le processus de formulation du document et fournit des clarifications et assurances sur les questions soulevées.

Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des finances a été complété dans ses réponses par les autres membres du Gouvernement, chacun selon son domaine de compétence.

La seconde partie de la journée de la revue a été consacré à la matrice de suivi des engagements du Groupe consultatif. Selon le Ministre d'Etat le montant total des engagements s'élève 2051 milliards de FCFA pour la période 2007-2010 et se répartit comme suit :

- montant des engagements en cours: 882, 800 milliards ;
- montant engagements nouveaux: 1 168 milliards de FCFA

Pour ce qui concerne les engagements nouveaux, les montants affectés s'élèvent à 720,285 milliards de FCFA et 447 milliards sont à affecter.

Au Premier Ministre de souligner que ce montant non encore affecté couvre l'entièrement les besoins de la GOANA évalués à 347 milliards.

A l'issue des échanges riches et fructueux et suite aux réponses apportées, le Premier Ministre a félicité le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances et ses collaborateurs en particulier la Cellule de suivi de la SRP (CSPLP) pour la qualité de la revue et la pertinence des réponses aux questions soulevées. Il a ensuite précisé que le défi de la mise en œuvre ne peut être relevé qu'avec une bonne articulation avec le budget, ce sur quoi, il a particulièrement veillé pour la préparation du budget depuis son avènement à la tête du Gouvernement. Il demandera aux ministres de prendre les dispositions utiles pour relever le défi de l'efficacité des dépenses afin que les ressources dégagées par le gouvernement et mises à la disposition des secteurs arrivent aux populations. Il rappellera à ce propos les principes d'imputabilité et de subsidiarité auxquels chacun devra veiller.

A l'issue des travaux, les recommandations formulées dans le rapport de synthèse et celles complémentaires issues des débats ont été validées.

Au titre de la programmation et de l'exécution des programmes et projets

- Renforcer l'appui aux Collectivités locales dans la promotion de leurs territoires et la négociation avec l'Etat et les PTF, pour le financement de programmes de dimensions régionales ou locales ;
- Assurer un meilleur ciblage dans les politiques de subvention afin d'en faire profiter aux Groupes vulnérables
- Améliorer l'efficacité des dépenses dans les secteurs sociaux

Au titre du bilan des réformes des politiques

- Renforcer les réformes systémiques de protection sociale
- Renforcer l'articulation PAP et BCI pour une meilleure mise en œuvre de la SRP ;
- Veiller à une implication et un réel fonctionnement des organes régionaux de pilotage pour une mise en œuvre, un suivi adéquat et une prise en charge correcte des POR ;
- Renforcer les cadres et mécanismes de dialogue social et de concertation à tous les niveaux ;
- Favoriser l'intégration des différentes initiatives dans une dynamique sous régionale